

Pétrole : la prochaine crise économique des Pays en Voie de Développement ?

Laurent Ditrack, consultant indépendant

Ces dernières années, des événements récurrents ont propulsé les problématiques pétrolières au-devant des médias. L'impact de la variabilité des prix pétroliers affecte l'économie mondiale de manière significative. Mais ce sont les économies qui ont le moins de moyens qui sont les plus affectées, notamment celles d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. De nombreuses actions peuvent être entreprises pour améliorer cette situation. Mais cela nécessitera un engagement important à long terme et une approche holistique des États bénéficiaires comme des bailleurs.

Les pays de l'OCDE ont réagi au premier choc pétrolier de 1973 en rationnant la distribution, en mettant en place des mesures d'économie d'énergie et en créant des stocks de réserves stratégiques. Ils ont aussi diversifié leurs sources d'approvisionnement énergétique, développé les ressources locales et encouragé l'exploration pétrolière en dehors du Moyen Orient.

De leur côté, les pays les moins avancés (pma) ont peu progressé. Au contraire, leur dépendance énergétique et plus particulièrement pétrolière a le plus souvent augmenté. En effet, le développement économique et l'accès croissant aux services énergétiques ont le plus souvent donné lieu à une utilisation accrue de ressources pétrolières qui sont encore de nos jours décrites comme étant des ressources à moindre coût (« least cost energy resource »).

Fondamentaux

Le prix du baril de pétrole atteint des records en prix absolus depuis 2004. Même si les records historiques en termes réels (prenant en compte l'inflation) n'ont pas encore été atteints, les prix moyens depuis 2004 restent à des niveaux élevés et ont peu de chance de redescendre de manière durable. Au contraire, les événements géopolitiques récents au Moyen Orient et en Afrique ne peuvent qu'empirer la situation. Cela pourrait avoir des effets néfastes sur l'économie mondiale, mais risque de toucher encore plus durement les PMA.

Les besoins pétroliers supplémentaires des PMA dépendront du Moyen Orient

La mesure des réserves pétrolières disponibles donne souvent lieu à discussion. En revanche, un certain nombre de tendances sont difficiles à ignorer. Par exemple, de plus en plus de la demande pétrolière additionnelle dépendra de la production du Moyen Orient.

En effet, l'Afrique représente une part significative de la production mondiale (plus de 11 % en 2004), mais une grande part de cette production est immédiatement exportée. Seulement 9 % du pétrole produit en Afrique Australe et de l'Ouest est consommé sur place (AfDB/OECD ; Overview, African Economic Outlook, 2003/2004, AfDB/OECD, 2004). De plus, il existe peu de capacité de raffinage local puisque la région ne représente que 3.6 % du total mondial (Key world energy statistics, 2005, Agence Internationale de l'Énergie), ce qui veut dire que les produits pétroliers échangés au sein de la région devront l'être aux prix mondiaux.

Les réserves pétrolières et la capacité de production additionnelle principale se situent au Moyen Orient. En effet, cette région détient 50 % des réserves mondiales. De plus, elle est la seule à conserver une marge de sécurité en termes de capacité de production additionnelle même si celle-ci s'est récemment réduite faute d'investissements

dans un contexte de demande croissante (capacité additionnelle entre 2 et 4 millions de barils par jour dans le passé, en dessous de 1.5 millions aujourd'hui).

Tout cela nous amène à plusieurs conclusions. D'une part, il est illusoire de penser que la production des pays africains répondra aux besoins de la région. D'autre part, si c'était possible, cela se ferait à des niveaux de prix mondiaux du pétrole. Finalement, *la demande additionnelle en pétrole des pays en développement dépendra principalement des ressources du Moyen Orient.*

Tendances futures

Précédemment, les pics de prix pétroliers étaient le plus souvent liés à des interruptions soudaines de l'offre. Mais les augmentations des trois dernières années sont surtout liées à une forte demande en produits pétroliers causée par la croissance économique, en Chine et aux États-Unis. De plus, les marchés à terme et spot du pétrole semblent appliquer une prime de risque sur les prix liée aux risques d'approvisionnement causés par l'instabilité politique du Moyen Orient. D'ailleurs, les tensions avec l'Iran à propos du nucléaire ont entraîné une augmentation des prix spot jusqu'à 70 \$/baril. *Ceci montre à quel point les pays en voie de développement, et plus spécifiquement les pays Africains, sont exposés aux conséquences des interruptions de l'approvisionnement venant du Moyen Orient.*

Au final, la consommation des pays en voie de développement augmente, tandis que celle des pays développés se stabilise dans le meilleur des cas. Sans même se préoccuper de l'état des réserves, il est fort probable que les prix pétroliers deviennent de plus en plus volatiles à cause des risques politiques et des marchés ayant une faible marge de manœuvre.

Impact sur les pays importateurs d'Afrique sub-saharienne d'un niveau de prix pétroliers haut et stable

Impacts des prix hauts

Il existe une littérature abondante, concernant tant les effets de prix pétroliers soutenus que de la variabilité des prix, sur la croissance économique. L'expérience du passé nous montre que ces effets peuvent être significatifs. L'analyse des impacts de ces hausses de prix s'est concentrée sur les pays de l'OCDE. Mais dans bien des cas, les impacts sur les pays en développement ont été bien supérieurs du fait d'une combinaison de facteurs macro-économiques aggravants.

Pour commencer, nombre de ces pays sont hautement endettés. Le service de la dette grève leurs balances des paiements. Une étude du FMI de 2000 a calculé qu'une augmentation du prix de 5 \$ par baril pendant un an pouvait accroître le déficit commercial d'un pays tel que le Mali (parmi le groupe des pays les plus affectés) de 1,25 %. Ceci devant être ajouté au déficit existant de l'époque qui se montait à 15 % du PNB (IMF Research Department; *The Impact of Higher Oil Prices on the Global Economy*; International Monetary Fund; December 2000).

Les pays d'Afrique Sub-Saharienne paient le prix fort pour leurs importations de produits pétroliers. En 2000 ces pays y ont consacré 14 % de leur PNB. En conséquence, une hausse de prix de 5 \$ peut fortement affecter la balance des paiements de ces pays, réduisant leur PNB de plus d'un point de croissance. Étant fortement endettés, ces pays ne peuvent financer des hausses temporaires des déficits commerciaux en empruntant sur les marchés internationaux. Cela peut les forcer à réduire rapidement leur consommation, entraînant une récession économique.

L'étude de la balance commerciale (importations et exportations physiques) des pays d'Afrique Sub-Saharienne montre un certain nombre de tendances inquiétantes. Nombre des pays d'Afrique dépendent de l'exportation de produits de l'agriculture et de produits miniers non transformés. Ces dernières années, les prix de ces biens ont suivi une tendance à la baisse tandis que les prix pétroliers ont augmenté, ce qui indiquerait une dégradation des termes de l'échange entre les produits d'exportation et d'importation. *En moyenne, les pays Africains dépendants les plus affectés ont dépensé de 40 à 50 % de leurs revenus d'exportation pour l'importation de produits pétroliers entre 1993 et 2003 quand les prix pétroliers variaient entre 15 et 25 \$ par baril.*

Enfin, la vulnérabilité de ces pays aux hausses des prix pétroliers est exacerbée par leur capacité limitée à utiliser des ressources énergétiques alternatives, moins affectées par des hausses de prix subites.

La combinaison des facteurs précédents affecte l'inflation du pays plus rapidement, ce qui a tendance à déstabiliser les monnaies locales. Ceci peut entraîner une dévaluation de la monnaie, qui pourrait alourdir le service de la dette et à son tour *créer un risque de défaut de paiements plus communément appelé une crise de la dette.*

La prochaine crise économique des Pays en voie de développement ?

Les données précédentes montrent à quel point les pays d'Afrique Sub-Saharienne sont affectés par les variations de prix pétroliers. Une étude de l'AIE de 2004, extrapolée du travail du FMI, montre qu'une augmentation durable de 10 \$ par baril sur un an peut réduire le PNB d'Afrique sub-Saharienne de 1,6 % (AIE; *Analysis of the Impact of High Oil Prices on the Global Economy*; Agence Internationale de l'Énergie/OCDE, mai 2004). Ceci n'inclue pas les effets secondaires sur l'inflation ou les balances des paiements. L'impact direct sur certains pays pourrait aller jusqu'à 3 % du PNB.

L'étude précédente était basée sur une augmentation moyenne du prix du baril de 25 à 35 \$. Hors depuis, l'augmentation moyenne atteint entre 20 et 30 \$ supplémentaires par baril, ce qui pourrait nécessiter de doubler, voire tripler ces chiffres, avec pour effet de complètement effacer les récentes projections de croissance économique des pays Africains.

Les prix pétroliers semblent se diriger durablement vers la hausse à cause d'une combinaison de facteurs conjoncturels et politiques. Une augmentation des prix durables de plus de 20 \$ par baril pourrait avoir des effets désastreux, surtout sur les pays hautement endettés. Si ces pays ne peuvent s'adapter aux hausses des prix, ils risquent de subir une nouvelle crise de la dette ce qui pourrait avoir des conséquences macro-économiques encore plus importantes.

La récente réduction de la dette annoncée pendant le Sommet du G8 de Gleneagles peut servir à mettre les choses en perspective. En effet, la mise en œuvre des réductions annoncées pourrait aider à réduire le poids du remboursement de la dette des pays d'Afrique Sub-Saharienne d'à peu près 1-1,5 milliards de dollars par an, mais l'Agence Internationale de l'Énergie a révélé que la hausse des prix pétroliers en 2005 coûtera 10,5 milliards de dollars par an en plus pour les mêmes pays d'Afrique Sub-Saharienne.

« Il est aussi marquant de constater que la croissance des pays Sub-Sahariens s'est fortement réduite depuis les chocs pétroliers, reflétant en grande partie une incapacité de mettre en œuvre les changements économiques et politiques nécessaires pour y faire face » (IMF, *World Economic Outlook*, avril 2004).

Actions possibles

Les prix des produits pétroliers deviennent de plus en plus instables tandis que la demande des pays en voie de développement augmente de jour en jour pour répondre à la croissance économique. En même temps les réformes de l'Aide Public au Développement (APD) des dernières quinze années ont quasiment exclu toute intervention dans le domaine de l'énergie. De plus, la libéralisation des marchés énergétiques et plus particulièrement de l'électricité, a été promue dans ces pays afin d'en améliorer la gestion et d'en réduire la dette. Mais, malgré la promotion d'agences de régulation pour accompagner ce mouvement, trop peu d'attention a été accordée aux nécessaires politiques énergétiques, ce qui a entraîné une perte de capacité des pays à contrôler leur destinée énergétique.

Les facteurs de vulnérabilité énergétique (dépendance, diversification et intensité énergétique) sont facilement identifiables, mais il n'existe pas de solutions simples pour y répondre. La définition de possibles politiques énergétiques doit se baser sur les circonstances nationales pour apporter des réponses adaptées. Un certain nombre d'éléments de réponse sont indiqués ci-dessous :

Égalité des chances : les prix énergétiques doivent refléter les coûts économiques des options envisagées. Ces prix doivent refléter les risques en termes d'approvisionnement et de variabilité des prix tout en exprimant les possibles bénéfices publics en termes de développement économique, d'emploi et de santé.

Diversification des ressources : des sources alternatives d'énergie peuvent être développées, notamment celles qui sont disponibles localement et qui peuvent créer des emplois locaux (biocombustibles, biomasse, hydraulique, solaire et combustibles fossiles locaux).

Efficacité énergétique : ces actions fournissent le plus grand retour sur investissement. Mais, malgré leur intérêt, elles sont rarement développées à la mesure de leur potentiel à cause du manque de visibilité politique.

Cohérence des actions planifiées et existantes : l'énergie a été réintégrée aux priorités d'intervention de l'APD depuis peu. Malgré cela, de nombreuses interventions de l'APD ont des conséquences sur les besoins énergétiques qui ne sont pas traitées. En termes de cohérence, il serait souhaitable de prendre en compte les impacts énergétiques lors du développement de programmes sectoriels. Cette approche a été promue dans le cadre du programme régional d'accès à l'énergie d'Afrique de l'Ouest avec la création de comités multisectoriels comprenant des représentants gouvernementaux des principaux secteurs d'activité.

Complémentarité des instruments : Vu le manque de capacité locale en termes de politique énergétique, les bailleurs de fonds pourraient concevoir des instruments financiers permettant d'exprimer les apports en termes de

politiques publiques de certains choix énergétiques. Il est aujourd'hui difficile de concevoir une intervention des bailleurs de fonds accompagnant un investissement privé pour permettre de valoriser un choix plus intéressant en termes de politique publique mais qui est plus coûteux.

Conclusion

Il existe aujourd'hui suffisamment d'arguments pour justifier le besoin impératif d'agir. Bien sûr, les pays doivent eux-mêmes s'appropriier ces problématiques afin d'y apporter une réponse durable. En même temps, l'APD peut jouer un rôle essentiel en proposant des instruments appropriés. Seulement, il n'existe pas de solution simple ni directe, les options choisies devant être adaptées aux conditions locales. Cela ne devrait pas empêcher les bailleurs de fonds d'accompagner les pays bénéficiaires sur des problématiques essentielles à l'atteinte des objectifs du millénaire. Le NEPAD lui-même s'est spécifiquement penché sur les problématiques énergétiques, mais n'a pas encore initié d'actions spécifiques pour traiter des problèmes de sécurité énergétique.

Le problème est aujourd'hui de savoir si les acteurs et institutions concernées ont la volonté et la capacité nécessaire pour faire face. En effet, il serait souhaitable d'éviter d'attendre que les pays soient confrontés à des chocs économiques extrêmes pour intervenir. Cela risquerait d'anéantir les progrès économiques réalisés jusqu'aujourd'hui.

Les hausses récentes des prix du pétrole ont mis l'accent sur l'importance des problématiques énergétiques. Nous devons accroître la capacité de production, diversifier les sources d'énergie et améliorer la maîtrise de l'énergie. Les pays ne peuvent se permettre d'ignorer la nécessité d'élaboration de stratégies énergétiques globales. De plus, de nombreux pays producteurs doivent utiliser les bénéfices exceptionnels de l'exploitation du pétrole de manière intelligente, et doivent appliquer plus de transparence à l'utilisation des ressources collectées (FMI, The IMF Presents an Agenda for Africa, Rodrigo de Rato, Managing Director, 10 Décembre, 2004). ■